



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Les-opposants-a-la-THT-ont-gagne>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue de presse > **Les opposants à la THT ont gagné une bataille**

17 février 2004

Les opposants à la THT ont gagné une bataille

« La ligne THT se fera en dépit des problèmes locaux que nous avons pu rencontrer ». Francis Mer, le ministre de l'Economie s'est voulu rassurant auprès de son homologue espagnol Rodrigo Rato. Inquiet après le succès d'une nouvelle manifestation qui a réuni près de 6 000 personnes dans les rues de Perpignan le 31 janvier dernier (ils étaient déjà 10 000 en mai 2003), ce dernier s'était rendu d'urgence en début de semaine à Paris. D'autant que la ministre déléguée à l'Industrie avait allumé un premier contre-feu face à l'opposition des Catalans de France. En date du 27 janvier, Nicole Fontaine écrit aux députés des Pyrénées-Orientales pour « leur confirmer avoir demandé à RTE de retirer son projet initial ». Cette ligne prévoyait de traverser la plaine du Roussillon, dans des zones très habitées, avant d'enjamber les Albères. Un tracé entre Baixas, près de Perpignan, et Bescano, dans la périphérie de Gérone qui a provoqué une opposition forte et unie de la part des habitants et de l'ensemble de la classe politique. Du jamais vu, même avec les 226 maires des communes du département réunis dans une association de défense et un collectif « Non à la THT » omniprésent dans les rues et sur le terrain politique.

« La ligne se fera »

Reste que Français et Espagnols ont donc réaffirmé la nécessité de tenir les engagements. La France, « qui veut devenir l'émir électrique » de l'Europe selon les opposants au tout nucléaire, souhaite vendre à l'Espagne, pays demandeur, une surproduction d'énergie que l'on attend depuis plus d'une vingtaine d'années côté ibérique. Cette ligne THT devait en effet être construite à l'origine dans le Val Louron avant qu'Alain Juppé, premier ministre de l'époque en mal de popularité, n'efface le projet d'un coup de crayon en 1996. Depuis, le projet se promène d'ouest en est. Le Roussillon étant la dernière alternative, il est hors de question pour les deux pays de faire à nouveau marche arrière. D'autant que la France paye, depuis la décision d'Alain Juppé, des millions d'Euros de pénalité. Le renforcement des interconnexions électriques est en effet une obligation européenne, « un secours mutuel entre les Etats », rappelle Nicole Fontaine citant la récente panne de grande ampleur en Italie en 2003.

Mais RTE, filiale d'EDF, chargée de construire la ligne, s'est pour l'instant cassé les dents. L'opposition s'est même radicalisée. Incendie symbolique de pylônes en bois, inscriptions « THT = TNT » sur les routes, RTE ne peut plus passer en force au risque de voir le conflit dégénérer. « Nous trouverons une solution acceptable par tous », commente d'ailleurs Alain Héroult, responsable des interconnexions

électriques de RTE. Et dans ce cadre, la possibilité d'un renforcement des lignes existantes est une piste de plus en plus envisagée par l'opérateur électrique. Actuellement, un cabinet d'études sonde populations et associations sur la possibilité de doubler la ligne THT existante entre Baixas et Vic. Avantage : après avoir supprimé l'ancienne construction, cela ne modifierait pas fondamentalement un paysage déjà barré par les pylônes. Reste que les Espagnols attendent la ligne à Bescano. Ce serait donc à eux de faire la liaison depuis Vic. Elus et opposants catalans pourraient alors se résoudre à ce compromis si « la reconstruction est un modèle d'intégration paysagère et si l'effort est partagée par d'autres départements des Pyrénées », expliquait récemment l'un d'eux. Et dans ce cadre, l'Ariège notamment pourrait être mise à contribution. Marc Tamon

Le Couserans sera épargné

La coordination des associations Anti THT de l'Ariège et du Comminges a décidé de remonter au créneau pour dénoncer le projet de lignes THT qui traverserait les Pyrénées-Centrales. Une manifestation était ainsi organisée sur l'ensemble des Pyrénées et notamment à Saint-Girons en Ariège, pour protester contre ces lignes qui viendraient défigurer le paysage. Entre 600 et 650 personnes d'après le collectif anti-THT ont participé au défilé, avec le renfort des représentants des collectifs du Val Louron. Mais cette crainte de voir ces lignes traverser le paysage ariégeois ne date pas d'aujourd'hui puisqu'en 1997, un tracé passant par le Port de Salau menaçait déjà le département. A cette époque ce tracé avait eu l'appui du maire de Saint-Girons, Bernard Gondran, qui espérait voir se réaliser à cette occasion le tunnel de Salau. Après deux ans de combat mené par les anti-THT et quelque 24 000 signatures plus tard, Lionel Jospin, alors premier ministre, accompagné de sa ministre de l'environnement, Dominique Voynet, avait déclaré à Ax-les-Thermes que des lignes THT ne passeraient ni en Ariège, ni en Haute Garonne. Ce projet finit donc par se déplacer en Pays Catalan d'où il a été rejeté, en juillet dernier, après plus d'un an de procédure, et grâce à une forte mobilisation de la population et des élus, tous bords confondus. Depuis, les collectifs anti-THT des Pyrénées-Centrales se sentent à nouveau prises dans le collimateur. « D'après les informations que nous détenons, écrivent-ils, en particulier de nos amis catalans du sud, il apparaît qu'EDF projetterait de réaliser deux passages : un par le pays catalan, en renforçant une ligne 60 000 volts déjà existante, et un autre par les Pyrénées Centrales et l'Ariège qui serait à nouveau particulièrement visée, soit par le Port de Salau (risque maximum), soit par la vallée de l'Ariège et le Port de l'Artigues ». Après cette dernière manifestation, qui a obtenu le soutien de plusieurs élus, les collectifs anti-THT attendent désormais les réponses d'EDF.

Marco Fernandès